

LE SYNDICAT DES CADRES A CGC Finances Publiques

Le déclassement des fonctionnaires

1. Dénonciation du gel de salaires : une contribution déguisée et non justifiée

Le gel du point d'indice, associé à l'absence de toute augmentation salariale pour les fonctionnaires, revient à imposer une contribution déguisée de plusieurs milliards d'euros. En choisissant de ne pas rendre cette mesure visible ni de la justifier, le ministre porte atteinte au pouvoir d'achat de ses agents publics tout en masquant son impact sur les finances publiques. Cette pratique manque de transparence et impose un effort injustifié aux fonctionnaires sans débat démocratique sur le sujet.

2. Déclassement professionnel et stagnation des salaires : un choix délibéré de dévaloriser les agents de l'État

Alors que la richesse nationale continue de croître, la stagnation des salaires dans la fonction publique entraîne un déclassement systématique des fonctionnaires, qui voient leur pouvoir d'achat et leur niveau de vie stagner ou diminuer. Le déclassement des fonctionnaires est un choix politique qui va à l'encontre de toute reconnaissance de leur rôle essentiel dans le service public.

3. Suppression de la GIPA : une atteinte directe au pouvoir d'achat

En supprimant la Garantie individuelle du pouvoir d'achat (GIPA), le ministre assume de renoncer à compenser les pertes causées par l'inflation, frappant encore plus durement les fonctionnaires dont les salaires n'ont pas suivi la hausse des prix. Cette suppression va peser directement sur les agents dont les rémunérations ne suivent déjà pas l'évolution du coût de la vie. C'est une attaque injuste contre des fonctionnaires dévoués et qui continuent à faire fonctionner au mieux des services publics exsangues. Au moment où leur pouvoir d'achat a déjà diminué de 2,4 % en moyenne sur la dernière décennie cela pèse lourdement sur le moral des agents.

4. Économies dissimulées : une méthode non transparente

Les 2,8 milliards d'euros d'économies prévus sur les salaires des fonctionnaires sont invisibles dans les rapports budgétaires : il s'agit d'économies déguisées, calculées en fonction de la progression structurelle du PIB », ce qui rend les sacrifices imposés moins apparents et évite au gouvernement d'en rendre compte publiquement. Les agents publics contribuent de manière significative aux finances de l'État, mais le manque de transparence dans le chiffrage de cette contribution dissimule la réalité des coupes et empêche un débat honnête.

5. Tour de vis sur les arrêts maladie : une atteinte aux droits des fonctionnaires

En s'attaquant une nouvelle fois aux conditions d'arrêt maladie des fonctionnaires, le gouvernement laisse entendre que les agents publics « profiteraient » de ces droits, ce qui est injuste et infondé. Ce tour de vis s'inscrit dans une politique de dénigrement systématique des fonctionnaires, minant leur droit fondamental à la protection de leur santé et créant un climat de défiance. Cette mesure contribue à affaiblir l'attractivité de la fonction publique et démontre un manque de considération pour le bien-être des agents.

Toutes ces décisions fragilisent les agents publics, compromettent leur pouvoir d'achat, et affectent la qualité du service public. Le manque de transparence, le déclassé salarial et la réduction des garanties salariales alimentent cette orientation de dévalorisation des fonctionnaires.

Le syndicat des cadres A, CGC Finances Publiques, vous informe, sans polémique.

**Il vous représente, vous soutient et vous défend au mieux de vos intérêts.
Adhérez !**

Consultez toutes nos informations sur le site : www.cgc-dgfip.info